

**Serge BLISKO**

*Paris (10<sup>ème</sup> circonscription)  
Socialiste, radical, citoyen  
puis Socialiste, radical, citoyen et divers gauche*

Élu le 17 juin 2007

Adhère au groupe socialiste, radical, citoyen [J.O. du 27 juin 2007], devenu groupe socialiste, radical, citoyen et divers gauche [J.O. du 12 juillet 2007]

**NOMINATIONS**

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [J.O. du 28 juin 2007]

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi renforçant la lutte contre la récidive des majeurs et des mineurs [J.O. du 25 juillet 2007]

Membre du comité de suivi de l'agence française de l'adoption [J.O. du 2 août 2007]

Membre suppléant de la commission nationale de l'admission exceptionnelle au séjour [J.O. du 2 août 2007]

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à la maîtrise de l'immigration, à l'intégration et à l'asile [J.O. du 12 octobre 2007]

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à la rétention de sûreté et à la déclaration d'irresponsabilité pénale pour cause de trouble mental [J.O. du 2 février 2008]

Membre de la mission d'information sur la révision des lois bioéthiques [J.O. du 10 juillet 2008]

Vice-président de la mission d'information sur la révision des lois bioéthiques [J.O. du 23 juillet 2008]

**DÉPÔTS**

Rapport d'information déposé au nom de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République sur la mise en application de la loi n° 2006-399 du 4 avril 2006 renforçant la prévention et la répression des violences au sein du couple ou commises contre les mineurs [11 décembre 2007] (n° 491)

Proposition de loi n° 1018 visant à assurer le respect des droits des demandeurs d'asile [3 juillet 2008]

**INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE***QUESTION AU GOUVERNEMENT*

Etrangers. Immigration clandestine. Rétention et expulsion, politiques communautaires [25 juin 2008] (p. 3776)

*RAPPELS AU RÈGLEMENT*

Proteste contre le vote, au milieu de la nuit, d'un cavalier législatif autorisant les statistiques ethniques [19 septembre 2007] (p. 2322)

Demandera une suspension de séance chaque fois que l'on dira que les députés de l'opposition sont du côté des massacreurs et des violeurs [9 janvier 2008] (p. 112)

Demande, en raison de la modification substantielle proposée par l'amendement, que Mme Guigou puisse répondre, ce qui respecterait les droits de l'opposition [9 janvier 2008] (p. 122)

Demande une suspension de séance et des explications à la garde des sceaux sur l'apparition d'une rétroactivité de la loi pénale [9 janvier 2008] (p. 123)

*DÉBATS***Projet de loi n° 63 renforçant la lutte contre la récidive des majeurs et des mineurs**

## PREMIÈRE LECTURE

**Avant la discussion des articles [17 juillet 2007] (p. 2087, 2133)**

Soutient la motion de renvoi en commission de M. Jean-Marc Ayrault (p. 2141) : rejetée (p. 2148)

*Thèmes :*

Droit pénal : délinquance et criminalité : maladies mentales (p. 2143)

Droit pénal : délinquance et criminalité : prévention (p. 2145)

Droit pénal : individualisation de la peine (p. 2144)

Droit pénal : injonction de soins (p. 2143)

Droit pénal : suivi médico-judiciaire : moyens (p. 2144)

Fonction publique de l'Etat : non-remplacement des départs à la retraite (p. 2143)

Jeunes : protection judiciaire de la jeunesse : moyens (p. 2142)

Justice : exécution des décisions (p. 2142)

Système pénitentiaire : détenus : effectifs (p. 2142)

Système pénitentiaire : détenus : réinsertion professionnelle et sociale (p. 2145)

Système pénitentiaire : médecins coordonnateurs : effectifs (p. 2144)

Système pénitentiaire : services pénitentiaires d'insertion et de probation : moyens (p. 2142)

**Discussion des articles [17 juillet 2007] (p. 2148) ; [18 juillet 2007] (p. 2167)**

*Article 5 (application de l'injonction de soins en matière de suivi socio-judiciaire)*

Ses interventions (p. 2184 et s.)

Son amendement n° 81 (p. 2187)

*Article 6 (application de l'injonction de soins en cas de sursis avec mise à l'épreuve)*

Son amendement n° 83 (p. 2188)

*Article 8 (impossibilité d'octroyer une réduction de peine à certains condamnés refusant les soins en détention)*

Son amendement n° 85 (de suppression) (p. 2189)

*Après l'article 9*

Son amendement n° 79 (bilan qualitatif et quantitatif de l'injonction de soins avant l'entrée en vigueur de la loi) : rejeté (p. 2190)

*Article 10 (entrée en vigueur de la loi)*

Son intervention (p. 2191)

*Après l'article 10*

Son amendement n° 68 rectifié (évaluation des dispositions relatives à l'injonction de soins) : adopté (p. 2191)

EXAMEN DU TEXTE DE LA COMMISSION MIXTE PARITAIRE

**Avant la mise aux voix du texte de la commission mixte paritaire [26 juillet 2007] (p. 2425)**

*Thèmes :*

Droit pénal : individualisation de la peine (p. 2430)

Enfants : convention internationale des droits de l'enfant (p. 2430)

Justice : moyens (p. 2430)

Police : police de proximité (p. 2430)

**Explications de vote et vote [26 juillet 2007] (p. 2430)**

Ses explications de vote (p. 2340)

Vote contre du groupe socialiste, radical, citoyen et divers gauche (p. 2430)

**Projet de loi n° 57 relatif à la maîtrise de l'immigration, à l'intégration et à l'asile**

PREMIÈRE LECTURE

**Avant la discussion des articles [18 septembre 2007] (p. 2124, 2169)**

Soutient la question préalable opposée par M. Jean-Marc Ayrault (p. 2144) : rejetée (p. 2151)

*Thèmes :*

Bioéthique : déontologie : tests génétiques (p. 2145)

Enfants : convention internationale des droits de l'enfant (p. 2145)

Etat civil : mariage avec un étranger (p. 2146)

Etrangers : demandeurs d'asile (p. 2146)

Etrangers : demandeurs d'asile : recours (p. 2147)

Etrangers : Haute autorité de lutte contre les discriminations et pour l'égalité (HALDE) (p. 2148)

Etrangers : Office français de protection des réfugiés et apatrides (OFPRA) (p. 2146)

Etrangers : pays d'origine sûr (p. 2148)

Etrangers : reconduite aux frontières (p. 2144)

Etrangers : réfugiés : Cambodge (p. 2146)

Etrangers : réfugiés : langue française (p. 2147)

Etrangers : regroupement familial : conditions de ressources (p. 2145)

Etrangers : regroupement familial : tests génétiques (p. 2144)

Etrangers : régularisations (p. 2148)

Langue française : usage : immigration (p. 2146)

Lois : textes d'application : immigration (p. 2144)

Organisations internationales : Cour européenne des droits de l'homme : demandeurs d'asile (p. 2147)

Politique sociale : Français issus de l'immigration : discrimination (p. 2147)

Politique sociale : Français issus de l'immigration : statistiques (p. 2147)

**Discussion des articles [18 septembre 2007] (p. 2186) ; [19 septembre 2007] (p. 2204, 2236, 2277)**

*Article 1er (évaluation préalable de la connaissance de la langue française et des valeurs de la République dans le cadre du regroupement familial)*

Ses interventions (p. 2192 et s., 2214 et s.)

*Article 4 (évaluation préalable de la connaissance de la langue française et des valeurs de la République par les conjoints de Français)*

Ses interventions (p. 2224, 2238 et s.)

*Article 2 précédemment réservé (modulation de la condition de ressources pour bénéficiaire du regroupement familial en fonction de la taille de la famille)*

Ses interventions (p. 2250 et s.)

*Article 3 précédemment réservé (création d'un contrat d'accueil et d'intégration pour la famille)*

Ses interventions (p. 2262 et s.)

*Article 5 (prise en compte de la connaissance des valeurs de la République pour obtenir une carte de séjour "liens personnels et familiaux")*

Ses interventions (p. 2267 et s.)

*Après l'article 5*

Intervient sur l'adt n° 36 de la commission (recours au test ADN pour prouver une filiation en cas de carence de l'état civil dans le cadre de la procédure de regroupement familial) (p. 2283)

*Avant l'article 6*

Intervient sur l'adt n° 37 de la commission (information des demandeurs d'asile à la frontière sur la possibilité d'introduire un recours suspensif contre un refus d'entrée au titre de l'asile) (p. 2300)

*Article 6 (recours suspensif des demandeurs d'asile à l'encontre des refus d'entrée sur le territoire national)*

Ses sous-amendements n°s 219, 223, 215 et 216 à 218 à l'adt n° 38 rectifié de la commission (p. 2303)

*Article 7 (prorogation d'office du maintien en zone d'attente du demandeur d'asile en cas de recours)*

Son intervention (p. 2304)

*Article 9 (tutelle du ministère chargé de l'immigration sur l'OFPRA)*

Son intervention (p. 2307)

Ses amendements n°s 222 (de suppression) et 221 rectifié (p. 2308)

*Après l'article 9*

Intervient sur l'adt n° 45 rectifié de la commission (attribution à la commission des recours des réfugiés de la dénomination « Cour nationale du droit d'asile ») (p. 2309)

Intervient sur l'adt n° 56 rectifié de M. Philippe Cochet (attribution à la commission des recours des réfugiés de la dénomination « Cour nationale du droit d'asile ») (p. 2309)

Intervient sur l'adt n° 69 de M. Thierry Mariani (délai de recours devant la commission des recours des réfugiés réduit de un mois à quinze jours) (p. 2310)

Son amendement n° 258 (recours devant la commission des recours des réfugiés suspensif de toute mesure d'éloignement y compris pour les bénéficiaires de la procédure prioritaire de demande d'asile) : rejeté (p. 2311)

*Après l'article 10*

Son amendement n° 220 (suppression de la limitation du droit au maintien en France pendant l'instruction de la demande d'asile dans le cadre de la procédure prioritaire) : rejeté (p. 2312)

*Article 12 (carte de séjour temporaire "salarié en mission")*

Son intervention (p. 2314)

*Après l'article 12*

Intervient sur l'adt n° 48 rectifié de la commission (appel contre la libération d'un étranger maintenu en rétention ou en zone d'attente) (p. 2314)

*Après l'article 18*

Son rappel au règlement (cf supra) [19 septembre 2007] (p. 2322)

Intervient sur l'adt n° 55 de la commission (traitements de données nécessaires à la conduite d'études sur la diversité des origines) (p. 2323)

#### EXAMEN DU TEXTE DE LA COMMISSION MIXTE PARITAIRE

**Avant la mise aux voix du texte de la commission mixte paritaire [23 octobre 2007] (p. 3031)**

Ses explications de vote sur l'exception d'irrecevabilité soulevée par M. Jean-Claude Sandrier (p. 3037)

*Thèmes :*

Etrangers : droit d'asile : convention de Genève (p. 3038)

Etrangers : immigration : Afrique (p. 3038)

Etrangers : politique de l'immigration (p. 3037)

Politique sociale : Français issus de l'immigration : statistiques (p. 3038)

Politiques communautaires : immigration (p. 3038)

**Explications de vote et vote [23 octobre 2007] (p. 3064)**

Ses explications de vote (p. 3070)

Vote contre du groupe socialiste, radical, citoyen et divers gauche (p. 3070)

#### **Projet de loi de finances n° 189 pour 2008**

PREMIÈRE LECTURE

**DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES POLITIQUES  
PUBLIQUES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES**

JUSTICE

**Examen des fascicules [15 novembre 2007] (p. 4167, 4199)**

Son intervention (p. 4177)

*Thèmes avant la procédure des questions :*

Droit pénal : aggravation des peines (p. 4178)

Droit pénal : peines : aménagement (p. 4178)

Jeunes : protection judiciaire de la jeunesse (p. 4178)

Système pénitentiaire : détenus : effectifs (p. 4178)

Système pénitentiaire : détenus : maladies mentales (p. 4178)

**Vote des crédits et articles rattachés [15 novembre 2007] (p. 4204)**

*Crédits de la mission "Justice" inscrits à l'état B*

Son intervention (p. 4206)

**Proposition de loi n° 177 relative à la simplification du droit**

DEUXIÈME LECTURE

**Discussion des articles [11 décembre 2007] (p. 5168)**

*Article 11 (recours à la visioconférence devant les juridictions judiciaires)*

Son amendement n° 3 (de suppression) (p. 5172)

**Projet de loi n° 442 relatif à la rétention de sûreté et à la déclaration d'irresponsabilité pénale pour cause de trouble mental**

PREMIÈRE LECTURE

**Avant la discussion des articles [8 janvier 2008] (p. 46)**

Soutient la question préalable opposée par M. Jean-Marc Ayrault (p. 59) : rejetée (p. 66)

Son intervention (p. 77)

Ses explications de vote sur la motion de renvoi en commission de M. Jean-Claude Sandrier (p. 92)

*Thèmes :*

Droit pénal : délinquants sexuels : soins en détention (p. 62)

Droit pénal : fichier judiciaire national automatisé des auteurs d'infractions sexuelles (FIJAIS) (p. 60)

Droit pénal : injonction de soins (p. 60)

Droit pénal : irresponsabilité pénale pour trouble mental (p. 59, 62)

Droit pénal : récidive : agressions sexuelles (p. 59)

Droit pénal : suivi socio-judiciaire (p. 60)

Justice : centres socio-médico-judiciaires de sûreté (p. 59)

Justice : expertise : délinquants sexuels (p. 61)

Justice : rétention de sûreté : peines (p. 59, 61)

Organisations internationales : Cour européenne des droits de l'homme (p. 62)

Système pénitentiaire : détenus : hospitalisation d'office (p. 59)

Système pénitentiaire : détenus : maladies mentales (p. 59, 92)

Système pénitentiaire : détenus : soins en détention (p. 60)

Système pénitentiaire : détenus : suicide (p. 62)

Système pénitentiaire : médecine pénitentiaire : moyens (p. 60, 92)

Système pénitentiaire : médecins coordonnateurs : effectifs (p. 60)

Système pénitentiaire : services pénitentiaires d'insertion et de probation (p. 60)

Système pénitentiaire : unité hospitalière spécialement aménagée (UHSA) (p. 60)

**Discussion des articles [9 janvier 2008] (p. 97)**

*Article 1er (instauration de la rétention de sûreté – soins en détention – surveillance judiciaire prolongée)*

Son amendement n° 71 (de suppression) (p. 99)

Ses amendements n° 72 et 73 (p. 103, 106)

Son intervention (p. 106 et s.)

Son rappel au règlement (cf supra) [9 janvier 2008] (p. 112)

Ses amendements n° 74, 69 et 75 rectifié (p. 113 et s.)

Ses amendements n° 79 et 80, 82, 85, 87 et 88, 93 et 96 (p. 115 et s.)

*Article 2 (conditionnement des réductions de peine à l'acceptation de soins en détention)*

Son amendement n° 98 : adopté (p. 119)

Son amendement n° 99 (p. 119)

*Article 12 (entrée en vigueur des dispositions de la loi)*

Ses rappels au règlement (cf supra) [9 janvier 2008] (p. 122 et 123)

*Article 3 précédemment réservé (décisions d'irresponsabilité pénale pour cause de trouble mental)*

Son intervention (p. 125)

*Article 4 précédemment réservé (coordinations au sein du code de procédure pénale et inscription des décisions d'irresponsabilité pénale pour cause de trouble mental au casier judiciaire)*

Son amendement n° 103 (de suppression) (p. 129)

*Article 6 précédemment réservé (aménagement du dispositif de l'injonction de soins)*

Ses amendements n<sup>os</sup> 111 à 113 et 104 (p. 130 et s.)

EXAMEN DU TEXTE DE LA COMMISSION MIXTE  
PARITAIRE

**Avant la mise aux voix du texte de la commission mixte paritaire [6 février 2008] (p. 774)**

Soutient l'exception d'irrecevabilité soulevée par M. Jean-Marc Ayrault (p. 776) : rejetée (p. 779)

*Thèmes :*

Droit pénal : placement sous surveillance électronique mobile (p. 777)

Droit pénal : suivi socio-judiciaire (p. 777)

Droits de l'homme et libertés publiques : Convention européenne des droits de l'homme : rétention de sûreté (p. 776)

Justice : centres socio-médico-judiciaires de sûreté (p. 776)

Justice : rétention de sûreté (p. 778)

Lois : rétroactivité des lois : droit pénal (p. 777)

**Projet de loi n° 729 autorisant l'approbation de l'accord entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République gabonaise relatif à la gestion concertée des flux migratoires et au codéveloppement**

PREMIÈRE LECTURE

**Avant la discussion de l'article unique [10 avril 2008] (p. 1522)**

Son intervention (p. 1526)

*Thèmes :*

Etrangers : immigration (p. 1526)

Etrangers : immigration : Gabon (p. 1526, 1527)

Pays étrangers : Gabon (p. 1526, 1527)

Politique extérieure : codéveloppement : Gabon (p. 1526, 1527)

**Projet de loi n° 735 relatif à la protection du secret des sources des journalistes**

PREMIÈRE LECTURE

**Avant la discussion des articles [15 mai 2008] (p. 2105)**

Ses explications de vote sur l'exception d'irrecevabilité soulevée par M. Jean-Marc Ayrault (p. 2114)

*Thèmes :*

Organisations internationales : Cour européenne des droits de l'homme : jurisprudence (p. 2115)

Presse et livres : secret des sources des journalistes : Belgique (p. 2115)

Presse et livres : secret des sources des journalistes : protection (p. 2114)

**Projet de loi constitutionnelle n° 820 de modernisation des institutions de la Ve République**

PREMIÈRE LECTURE

**Discussion des articles [22 mai 2008] (p. 2337, 2379) ; [26 mai 2008] (p. 2413, 2445) ; [27 mai 2008] (p. 2516, 2549) ; [28 mai 2008] (p. 2595, 2625) ; [29 mai 2008] (p. 2667, 2691)**

*Article 33 (procédure d'autorisation de ratification des traités portant élargissement de l'Union européenne)*

Son intervention (p. 2723)

DEUXIÈME LECTURE

**Discussion des articles [8 juillet 2008] (p. 4411) ; [9 juillet 2008] (p. 4443, 4474)**

*Article 33 (procédure d'autorisation de ratification des traités portant élargissement de l'Union européenne)*

Son intervention (p. 4509)

**Projet de loi n° 842 de modernisation de l'économie**

PREMIÈRE LECTURE

**Discussion des articles [4 juin 2008] (p. 2905, 2937) ; [5 juin 2008] (p. 2969, 3003, 3047) ; [9 juin 2008] (p. 3077, 3111) ; [10 juin 2008] (p. 3191, 3225) ; [11 juin 2008] (p. 3273, 3311) ; [12 juin 2008] (p. 3370, 3379, 3418)**

*Article 32 (assouplissement des conditions de délivrance de la carte de résident aux étrangers contribuant significativement à la croissance française)*

Son intervention (p. 3136)

**Projet de loi de règlement n° 917 des comptes et rapport de gestion pour l'année 2007**

PREMIÈRE LECTURE

MISSION « JUSTICE » - PROGRAMME « ADMINISTRATION PÉNITENTIAIRE »

**Annexes au compte rendu intégral [30 juin 2008] (p. 3983) :**

---

*- Réunion de la commission des lois, de la législation et  
de l'administration générale de la République du  
12 juin 2008*

Son intervention (p. 3991)